9 mai 2020 – 70ème anniversaire de la déclaration Schuman

VIE DE L'ASSEMBLÉE PUBLIÉE LE 09/05/2020

"La paix mondiale ne peut être sauvegardée que par des efforts créatifs, proportionnels aux dangers qui la menacent. La contribution qu'une Europe organisée et vitale peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien de relations pacifiques."

Avec ces mots, il y a 70 ans, ont été jeté les bases de la construction du plus grand projet politique de l'histoire contemporaine.

Jamais dans aucune partie du monde, à aucune époque de l'histoire, les femmes et les hommes n'ont connu une aussi longue période de paix, de stabilité et de prospérité économique; en même temps la vie n'a jamais été aussi longue et il n'y a jamais eu autant l'assurance de la liberté et des droits individuels et collectifs comme c'est le cas aujourd'hui en Europe.

Malgré de nombreux défis internes et externes, notre Union défend vigoureusement ses principes démocratiques, l'état de droit et les droits fondamentaux, même si le désir de l'homme fort et les pressions souveraines et nationalistes prennent de l'ampleur.

L'Europe unie a représenté non seulement le plus grand espace de liberté, de droits et de protection pour ses citoyens, mais a aussi contribué à la stabilité mondiale et a représenté une référence politique mondiale des civilisations, porteuse de valeurs de liberté, de paix, de progrès et de sécurité sociale au-delà de ses frontières.

Tout cela est dû à la vision et à l'engagement d'hommes venus d'horizons différents et de pays qui, jusqu'à quelques années auparavant, avaient combattu entre eux la plus féroce des guerres.

Le court laps de temps entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la déclaration Schuman démontre encore plus à quel point l'intuition des pères fondateurs du projet européen était exceptionnelle. La tragédie qui a détruit nos pays a donné l'impulsion nécessaire pour ouvrir une voie révolutionnaire.

"L'Europe ne pourra pas se construire une seule fois, ni se construire d'un seul coup; elle naîtra des réalisations concrètes qui créent d'abord une solidarité de fait". Les multiples crises des dix dernières années nous ont mis à l'épreuve, mais à chaque fois nous en ressortons plus forts. Aujourd'hui, peut-être au moment le plus critique pour les populations et les États européens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les paroles de Robert Schuman parlent à notre présent et nous mettent en garde encore plus pour notre avenir.

La pandémie a poussé l'Union européenne à faire des choix impensables il y a seulement 4 mois. La suspension du pacte de stabilité, l'approbation temporaire des aides d'État, l'action énergique de la BCE pour assurer la soutenabilité de la dette souveraine, l'introduction de SURE et du fonds de relance sont des choix importants qui témoignent qu'il a été compris que les effets économiques de la crise sanitaire risquent de saper les fondements du projet européen.

Avec l'aggravation des fractures et de l'instabilité dans le monde qui nous entoure, il n'a jamais été aussi important - mais aussi difficile - de sauvegarder et de consolider les progrès accomplis jusqu'à présent et de faire franchir à l'Europe un pas de plus en termes de solidarité et d'un plus grand partage des politiques de développement social et économique susceptibles de relancer le projet européen. Dans le cadre d'une stratégie de croissance durable qui représente un modèle de

développement économique différent, nous devons repenser nos systèmes de protection sociale, investir dans la formation, l'innovation technologique, la compétitivité de nos entreprises et la sécurité sanitaire comme piliers de la renaissance européenne. L'Agenda 2030, celui adopté par les Nations unies en 2015, puis adopté par l'UE avec le Green Deal européen, est la stratégie qui peut servir de levier aux transformations en cours et doit rester la stratégie de l'UE pour la prochaine décennie, notamment à la lumière de cette nouvelle crise liée au COVID19.

Nous devons soutenir la compétitivité de nos entreprises et encourager la création de nouveaux pôles de production à dimension européenne, capables de rivaliser sur le marché mondial, créant les conditions pour soutenir le défi numérique mondial et protéger les droits et libertés de nos citoyens.

La crise sanitaire a montré combien il est urgent de renforcer l'ensemble de nos systèmes de santé, d'investir dans la bio-médecine, dans des infrastructures de pointe et de renforcer la coopération scientifique entre nos centres de recherche et nos universités. Nos citoyens ont besoin de reprendre confiance dans le projet commun à partir également d'une Union pour la santé.

Tous les citoyens européens doivent avoir une base minimale de droits communs garantie, à commencer par la protection universelle contre la pauvreté et le droit à une éducation qualifiée. Nous devons plus que jamais donner corps au contrat social du XXIe siècle, qui vise principalement à réduire les inégalités qui minent la cohésion sociale et les fondements de nos démocraties.

Cette stratégie, comme la Déclaration Schuman l'avait déjà clairement indiqué, doit être "offerte au monde entier sans distinction ni exclusion, afin de participer à l'élévation du niveau de vie et au développement des œuvres de paix. L'Europe pourra, avec des moyens supérieurs, poursuivre l'accomplissement d'une de ses missions essentielles: le développement du continent africain". Aujourd'hui plus qu'hier, la nouvelle stratégie pour une renaissance euro-africaine commune est la plus grande opportunité géopolitique que nous ayons devant nous.

Plus que jamais, un effort collectif est nécessaire. Les Conseils économiques et sociaux européens, de par leur représentation de la société civile organisée, sont aujourd'hui, encore plus qu'hier, un lieu privilégié d'élaboration et de proposition; un lieu de convergence des forces vives de nos sociétés, qui peuvent permettre aux institutions nationales et communautaires de prendre des décisions fortes et partagées.

Cette crise dramatique, comme souvent dans l'histoire de l'humanité, peut être l'occasion de donner de nouvelles bases au projet européen et de créer les conditions pour construire un nouveau modèle de développement adapté aux grandes transformations du XXIe siècle. Dans un monde toujours à la recherche de nouveaux équilibres, où la dynamique géopolitique est en constante évolution et où le multilatéralisme marque l'une des phases les plus difficiles depuis la chute du mur de Berlin, l'Europe restera unie ou ça sera le gouffre pour tous. La relance du projet européen est la prémisse fondamentale pour garantir à nos concitoyens le maintien de la paix, du bien-être, des droits et libertés que nous avons connus jusqu'à présent, mais pour ce faire, il faut désormais miser avec prévoyance sur l'Europe unie autour d'un modèle de développement différent. L'avenir de l'Europe, la Renaissance européenne, dépendra de l'engagement, de l'imagination et du courage que nous pourrons démontrer dans les choix à faire dans les prochains mois. Ensemble, dans la synthèse fructueuse de nos différences.

Luca JAHIER, Président du Comité économique et social européen

Tiziano TREU, Président du Conseil national pour l'économie et le travail d'Italie

Patrick BERNASCONI, Président du Conseil économique, social et environnemental de France

António CORREIA DE CAMPOS, Président du Conseil économique et social du Portugal

George VERNICOS, Président du Conseil économique et social de Grèce

Iacob BACIU, Président du Conseil économique et social de Roumanie

Julián ARIZA, Président du Conseil économique et social d'Espagne

Larry O'CONNELL, Directeur du Conseil économique et social national d'Irlande

Lalko DULEVSKI, Président du Conseil économique et social de Bulgarie

Rudolf KROPIL, Président du Conseil économique et social de Slovaquie

Andrzej MALINOWSKI, Président du Conseil de dialogue social de Pologne

telecharger-la-declaration-integrale.pdf

© - copyright CESE - Mai 2024